

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 DÉCEMBRE 1922.

Proposition de loi

modifiant la loi du 30 mars 1861 instituant une caisse de prévoyance pour les secrétaires communaux.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La loi du 3 juin 1920 a apporté une sérieuse amélioration à la situation des secrétaires communaux pensionnés, des veuves et orphelins de ces fonctionnaires en augmentant sensiblement le taux des pensions en cours. Elle a donné à d'autres catégories de fonctionnaires pensionnés certains avantages qui auraient pu être étendus aux secrétaires communaux. D'autre part, les associations professionnelles de ces fonctionnaires ont émis certaines revendications en matière de pensions dont il y aurait lieu de faire un examen attentif.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de déposer a pour but de donner satisfaction aux demandes qui ont surgi parmi les secrétaires communaux et dont plusieurs ont leur origine et leur justification dans des travaux de la Législature antérieurs à la guerre.

La loi du 30 mars 1861 calculait la pension du secrétaire à raison d'un soixantième par année de participation à la caisse. Celle-ci était alimentée au moyen de la retenue de 3 p. c. sur les traitements, à charge du secrétaire, au moyen des subsides des communes (3 p. c. sur les traitements) des provinces (2 p. c.), et de l'État (1 p. c.). La loi du 28 avril 1908 a fixé cette pension au cinquantième par année de participation en portant les retenues sur les traitements à charge des secrétaires à 4 p. c. et les subsides des autorités à 4 p. c. pour la commune, 3 p. c. pour la province et à 2 p. c. pour l'État. Cette modification n'a pas porté atteinte à la stabilité de la caisse. Voici un résumé des opérations de la caisse pendant les années 1906 à 1913 (dernière année publiée):

	Recettes.	Dépenses.	Excédent des recettes sur les dépenses.
Année 1906	452.181,80	273.171,38	179.010,42
— 1907	464.489,23	283.870,78	178.618,47
— 1908	470.316,83	289.419,66	181.097,19
— 1909	525.845,49	306.625,86	219.219,63
— 1910	562.698,03	319.926,71	242.771,32
— 1911	572.849,38	343.022,49	229.826,89
— 1912	593.410,11	506.623,93	86.784,16
— 1913	607.179,46	597.910,43	209.269,03.

Une loi du 1^{er} avril 1912 a accepté l'application à toutes les pensions en cours du cinquantième par année de service et ce à partir du 1^{er} janvier 1909. Il a donc fallu payer en une seule année les sommes dues pour cette régularisation pour quatre exercices : 1909, 1910, 1911 et 1912. D'où une forte dépense qui n'a pas absorbé tout l'excédent des recettes de 1912. L'augmentation moyenne annuelle sous l'empire de la loi du 23 avril 1908 est encore de 192.798,09 francs, alors que sous l'ancien régime (exercice 1908) cette augmentation n'est que de 178.537 francs 20 centimes.

La Fédération des Secrétaires communaux sollicite le calcul de la pension sur la base du quarantième du traitement moyen au lieu du cinquantième adopté par la loi du 23 avril 1908 en proposant une majoration des retenues et subsides.

L'application de cette mesure ne pourra pas mettre l'avenir de la caisse en péril. En prenant pour base le dernier compte annuel de 1913 l'augmentation de recettes peut être évaluée à 117.323 francs et l'augmentation des pensions à 97.090 francs.

Le calcul de la pension se fait sur le traitement moyen des cinq dernières années afin d'empêcher des conseils communaux de majorer les traitements au delà des limites normales à la fin de la carrière du fonctionnaire. Le résultat désiré serait atteint si le calcul se faisait sur les traitements des trois dernières années.

Les augmentations de traitements acquises par application des nouveaux barèmes adoptés en raison des circonstances économiques actuelles n'ont pas à proprement parler le caractère d'une majoration de revenu. Le Gouvernement a déjà pour différentes caisses de pensions admis la réduction de moitié de la retenue faite du chef d'augmentations acquises par application des barèmes mis en vigueur postérieurement au 30 septembre 1919.

Pour les secrétaires communaux, la retenue du chef d'augmentation de revenu est équivalente au douzième de cette augmentation. Il y a lieu de supprimer cette retenue pour les motifs indiqués dans les arrêtés pris en faveur des autres caisses de pensions (arrêté du 31 mars 1920, caisse des veuves et orphelins des professeurs, fonctionnaires et employés de l'instruction publique. Arrêté du 6 mai 1920, caisse des veuves et orphelins des fonctionnaires et employés du Ministère de l'Intérieur).

Les termes généraux de l'article 1 de la loi du 30 mars 1861, qui ne font

aucune distinction entre les secrétaires communaux, ont rendu nécessaire l'application de retenues à charge des secrétaires intérimaires ou provisoires n'obtenant pas de nomination définitive et ne se créant par conséquent aucun droit à une pension éventuelle. Il est logique de n'imposer le paiement d'une retenue sur traitement qu'à ceux qui sont munis d'une nomination à titre définitif. Au moment de cette nomination, ceux-ci devront verser à la caisse les retenues qu'ils auraient dû subir pendant la période pendant laquelle ils ont occupé les fonctions à titre provisoire ou intérimaire.

L'article 2 de la loi fait une obligation au Gouvernement de placer les fonds de la caisse en rentes sur l'État ou en obligations du Trésor. Cette limitation est contraire aux intérêts de la caisse et le placement des fonds devrait être autorisé dans les mêmes limites que celles prévues pour la Caisse générale d'épargne et de retraite dont la stabilité est suffisamment garantie.

La situation des secrétaires communaux qui changent de commune doit être précisée. Les années de services dans chaque commune doivent être additionnées pour déterminer les années de participation donnant ouverture au droit à la pension. Il suffit de veiller à ce que les années ne se confondent pas; ce secrétaire ne doit pas être tenu à continuer des versements sur la base d'une fonction qu'il abandonne pour occuper la même fonction dans une autre commune.

La réunion de deux conditions pour l'octroi de la pension, 60 ans d'âge et trente années de service est devenue une règle trop lourde pour les secrétaires qui, dans les grands centres, ne peuvent accéder à leurs fonctions qu'à l'approche de quarante années d'âge. Une modification se justifie amplement à l'article 8 alinéa 1^{er} de la loi. Une des deux conditions peut suffire, puisque la pension sera toujours proportionnée à la durée de la participation à la caisse.

En ce qui concerne le nombre des années de participation à la caisse, il y a lieu d'étendre aux secrétaires communaux les principes admis pour tous les autres fonctionnaires, pour les services militaires, la durée de l'emprisonnement ou la déportation à la suite de condamnations prononcées par l'ennemi pour motifs patriotiques. Comme pour les autres fonctionnaires la charge supplémentaire qui en résulte doit être supportée par l'État et non par les ressources ordinaires de la caisse.

L'article 10 n° 1 de la loi du 30 mars 1861 fixe la pension de la veuve à la moitié de la pension à laquelle son mari aurait droit au moment de son décès, ou de la moitié de la pension liquidée si le mari est mort pensionné. Le décès du chef de famille réduit donc de moitié les ressources du ménage et cependant les dépenses afférentes au logement, à l'éclairage et au chauffage restent dans ce ménage ce qu'elles étaient avant le décès du mari. La réduction de la dépense d'alimentation ne correspond pas à la moitié s'il faut préparer un repas pour une personne au lieu de deux. La fixation de la pension de la veuve à la moitié de celle du mari n'est donc pas en rapport avec la nécessité du ménage. La pension de la veuve sera fixée aux trois quarts de celle à laquelle son mari aurait eu droit au moment de son décès, ou aux trois quarts de la pension liquidée si le mari est mort pensionné. Les excédents de recettes annuelles de la caisse permettent de supporter cette dépense sans compromettre l'avenir de la caisse.

La suppression à la veuve qui se remarie de tout ou partie de ses droits à la pension du chef des contributions versées à la caisse par son mari défunt est injuste et discutable au point de vue de la morale. Les dispositions statutaires autorisant les conseils des caisses à proposer et le Ministre à ordonner une répartition de la pension entre les divers intéressés en cas de nouveau mariage de la veuve sont insuffisantes pour sauvegarder les intérêts des enfants du fonctionnaire défunt. Il y a lieu en conséquence d'abroger l'article 10, paragraphe 3, de la loi du 30 mars 1861, qui supprime ou réduit de moitié la pension de la veuve qui se remarie. La loi du 3 juin 1920 a admis cette modification pour les veuves de tous les fonctionnaires du Gouvernement.

Dé différents côtés la suppression de la limite des pensions aux trois quarts du traitement ayant servi de base à la fixation de la pension a été sollicitée.

Nombreux sont les secrétaires qui restent en fonctions au delà de la limite de trente-sept ans et six mois qui assure actuellement le maximum de la pension. Il résulte des statistiques dressées pour les pensions octroyées depuis le 1^{er} janvier 1914 jusqu'au 30 juin 1919 que l'augmentation annuelle de dépenses à prévoir pour ces pensions serait de 10.669 francs. Comme les pensions octroyées pendant cette période s'élèvent à 187,362 francs, la moyenne d'augmentation est égale à 5.70 p. e. des pensions des secrétaires. — En admettant la même proportion à porter sur les pensions existantes au 31 décembre 1913 l'augmentation annuelle à prévoir doit être évaluée à 12,024 francs puisque ces pensions s'élèvent à 210,895 francs.

Pour l'augmentation des pensions des veuves au 31 décembre 1913, nous obtenons un surcroît de dépenses de 9,580 francs.

En ce qui concerne les orphelins le surcroît de dépenses serait de 550 francs. Les ressources annuelles de la caisse permettent l'octroi de cette majoration des pensions. Il est, du reste, à remarquer que ces pensions même majorées n'atteindront jamais le maximum adopté pour les agents de l'État.

Au Congrès des Secrétaires communaux, tenu à Gand en 1915, des rapports documentés ont signalé la déchéance qui frappe un fonctionnaire quelconque de l'État ou des provinces qui accède aux fonctions de secrétaire communal et qui, par ce fait, perd irrémédiablement les droits qu'il a déjà acquis par une participation à une caisse de pension. La nomination aux fonctions de secrétaire communal qui est un témoignage de confiance et de capacité devient un préjudice pour le titulaire de l'emploi. La loi du 15 mai 1920 a admis le maintien des droits à la pension acquis par les officiers de police communale nommés officiers de police judiciaire. Des dispositions identiques doivent être prises en faveur des fonctionnaires qui deviennent secrétaires communaux.

Déjà la loi du 30 juin 1920, article premier, sauvegarde par une modification à l'article 33 de la loi sur les pensions civiles les droits des fonctionnaires qui quittent leur emploi avant d'avoir atteint des droits à la pension ; elle assure dans certaines conditions la continuation des versements.

Il est encore indispensable d'aller plus loin dans l'intérêt d'un bon recrutement des secrétaires. Lorsque ceux-ci ont exercé des fonctions au Gouvernement, à la province ou à la commune, avant leur nomination de secrétaire, il est juste que ces années de travail ne soient pas perdues au point de vue du calcul des

années de services. Le supplément de pension qui en résultera sera supporté non par la caisse, mais par l'autorité au service de laquelle le secrétaire sera trouvé.

Un certain nombre de secrétaires de la Flandre occidentale ne sont affiliés qu'à une caisse provinciale mise en liquidation depuis le 16 juillet 1897. Les statuts de cette caisse fixent le taux de la pension au soixantième par année de services; ils ne bénéficient donc pas des majorations de pensions prévues par les lois de 1908 et 1919. Ces secrétaires ne peuvent être tenus responsables de la situation inférieure dans laquelle leurs administrations communales les ont involontairement placés. Il y a lieu de réparer cette injustice en permettant l'affiliation de ces secrétaires à la caisse centrale et partant l'accession aux pensions admises pour leurs collègues. Les conditions de ce transfert seront déterminées par arrêté royal.

Dans la pratique, les députations permanentes se servent de l'article 16 de la loi contre les secrétaires qui sont l'objet d'une peine disciplinaire. En cas de recours, pour ne pas se prononcer elles invitent généralement l'intéressé à donner sa démission sous la menace que, sinon, il perdra tous droits à la pension par suite de la révocation. C'est une procédure arbitraire qu'il y a lieu de faire disparaître en assurant au secrétaire démissionnaire ou révoqué le droit de continuer ses versements à la caisse jusqu'au moment où il se trouvera dans les conditions d'âge et de participation requises pour la liquidation de la pension.

Le projet de loi prévoit encore quelques améliorations de détail en ce qui concerne le placement des fonds à la caisse de pensions, le versement des retenues sur les traitements, les formalités pour la réversion d'une pension au profit de la veuve et des enfants mineurs et l'octroi des secours temporaires.

J. MAENHAUT.



6)

(4)

(N^o 34.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 DECEMBER 1922.

WETSVOORSTEL

tot wijziging der wet van 30 Maart 1861 houdende oprichting van eene Voorzorgskas der gemeentesecretarissen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet van 3 Juni 1920 bracht een ernstige verbetering in den toestand van de gepensioneerde gemeentesecretarissen, van de weduwen en weezen dezer ambtenaren, door het bedrag der uitgekeerde pensioenen merklijk te verhoogen. Zij heeft zekere voordeelen verschaft aan andere categorieën van gepensioneerde ambtenaren, welke men ook aan de gemeentesecretarissen had kunnen verleen. Anderzijds hebben de vakvereenigingen van deze ambtenaren sommige eischen voorgebracht in zake pensioenen, welke eischen met aandacht dienen onderzocht te worden.

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben in te dienen, heeft ten doel, gevolg te geven aan de eischen van de gemeentesecretarissen, waarvan verscheidene zijn gegrond en gewettigd door handelingen der Wetgeving vóór den oorlog:

Krachtens de wet van 30 Maart 1861, werd het pensioen van den secretaris berekend naar een zestigste voor elk jaar bijdrage in de kas. Deze werd gestijfd door middel van de afhouding 3 t. h. van de jaarwedden, ten laste van den secretaris, door middel van de toelagen der gemeenten (3 t. h. van de jaarwedden), der provinciën (2 t. h.), en van den Staat (1 t. h.). De wet van 25 April 1908 bepaalde dit pensioen op een vijftigste voor elk jaar bijdrage, door de afhoudingen van de jaarwedden ten laste van de secretarissen te verhoogen tot 4 t. h. en de toelagen der overheid tot 4 t. h. voor de gemeente, 3 t. h. voor de provincie en 2 t. h. voor den Staat. Deze wijziging heeft het vast en zeker bestaan der kas hoegenaamd niet geschaad. Ziehier de samengevatte verrichtingen der kas gedurende de jaren 1906 tot 1913 (laatste gekend jaar):

Jaren.	Ontvangsten.	Uitgaven.	Overschot der ontvangsten op de uitgaven.
1906 . . .	452,181.80	273,171.38	179,010.42
1907 . . .	464,489.25	283,870.78	178,618.47
1908 . . .	470,316.83	289,419.66	181,097.19
1909 . . .	523,843.49	306,625.86	219,219.63
1910 . . .	562,698.03	319,926.71	242,771.32
1911 . . .	572,849.38	343,022.49	229,826.89
1912 . . .	593,410.11	506,623.93	86,784.16
1913 . . .	607,179.46	397,910.43	209,269.03

Krachtens de wet van 1 April 1912 werd op al de loopende pensioenen toegepast een vijftigste per dienstjaar, en wel vanaf 1 Januari 1909. Men was aldus verplicht, binnen een enkel jaar de sommen te betalen, die voor de regularisatie der vier dienstjaren : 1909, 1910, 1911 en 1912 verschuldigd waren. Dit gaf aanleiding tot de zware uitgaven welke het geheele overschot der ontvangsten van het dienstjaar 1912 niet opgeslorpt heeft. De gemiddelde jaarlijksche vermeerdering, op grond der wet van 25 April 1908, bedraagt nog fr. 192,798.09, terwijl onder de vroegere regeling (dienstjaar 1908), de vermeerdering slechts fr. 178,557 20 bedraagt.

De Bond der gemeentesecretarissen vraagt dat de pensioenen berekend worden op den grondslag van een veertigste der gemiddelde jaarwedde in plaats van een vijftigste, zooals werd bepaald bij de wet van 25 April 1908; tevens stelt hij voor, de afhoudingen en de toelagen te verhoogen.

De toepassing van dezen maatregel zal de toekomst der kas niet in gevaar kunnen brengen. Steunende op de jongste jaarrekening, die van 1913, kan de vermeerdering der ontvangsten geraamd worden op 117,323 frank en de vermeerdering der pensioenen op 97,090 frank.

Het pensioen wordt berekend naar de gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren, opdat sommige gemeentebesturen de jaarwedden niet zouden verhoogen boven de normale grenzen op het einde der loopbaan van den ambtenaar. De gewenschte uitslag ware bereikt, indien de berekening geschiedde naar de jaarwedden van de laatste drie jaren.

De weddeverhoogen, welke werden bekomen bij toepassing van de nieuwe barema's, aangenomen wegens de huidige economische toestanden, moeten eigenlijk niet als eene vermeerdering van inkomsten worden aangezien. Reeds heeft de Regeering voor verscheidene pensioenkasen aangenomen dat de afhoudingen, wegens verhoogen verkregen bij toepassing van de barema's, na 30 September 1919 ingevoerd, tot op de helft zouden verminderd worden.

Voor de gemeentesecretarissen is de afhouding wegens verhooging van inkomen gelijk aan een twaalfde van deze verhooging. Het is noodig van deze afhouding af te zien, om de redenen vermeld in de besluiten genomen ten behoeve van de overige pensioenkasen (besluit van 31 Maart 1920, weduwen- en weezenkas der leeraars, ambtenaren en beambten van het openbaar onderwijs. Besluit van 6 Mei 1920, weduwen- en weezenkas der ambtenaren en beambten van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken).

Wegens de algemeene bewoordingen van het eerste artikel der wet van 30 Maart 1861, welke niet het minste onderscheid maken tusschen de gemeentesecretarissen, werden de afhoudingen noodzakelijk gemaakt voor de tijdelijk of voorloopig benoemde secretarissen, die niet vast benoemd worden en dienvolgens geen aanspraak op een eventueel pensioen hebben. Logisch is het, de betaling eener afhouding van de jaarwedde slechts op te leggen aan degenen die voorgoed werden benoemd. Bij die vaste benoeming moeten dezen in de kas de afhoudingen storten waartoe zij zouden verplicht geweest zijn terwijl zij hun ambt voorloopig of tijdelijk hebben waargenomen.

Artikel 2 der wet verplicht de Regeering de gelden der kas te beleggen in Staatsrenten of in Schatkistobligatiën. Deze beperking is strijdig met de belangen der kas, en de belegging der gelden zou moeten toegelaten worden binnen dezelfde grenzen als die voorzien voor de Algemeene Spaar- en Lijf-rentekas waarvan het bestaan genoegzaam gewaarborgd is.

De toestand der gemeentesecretarissen, die van gemeente veranderen, moet nader omschreven worden. De dienstjaren in elke gemeente moeten samengeteld worden tot vaststelling van de deelnemingsjaren, welke recht geven op het pensioen. Het volstaat er voor te zorgen dat de jaren niet de eene voor de andere genomen worden; die secretaris mag niet verplicht worden stortingen te doen uit hoofde van een ambt dat hij heeft verlaten om dezelfde betrekking in eene andere gemeente te bekleeden.

Het voldoen aan twee vereischten te gelijk tot het toekennen van het pensioen, zestig jaren leeftijd en dertig jaren dienst, is een te strenge regel geworden voor de secretarissen die, in de groote centra, alleen dan tot hun ambt kunnen benoemd worden wanneer zij ongeveer 40 jaar oud zijn. Een wijziging van artikel 8, lid 1, der wet is dan ook ruim gewettigd. Een van de twee vereischten kan volstaan, vermits het pensioen steeds geëvenredigd zal zijn aan den duur van deelneming aan de kas.

Wat het getal jaren van deelneming aan de kas betreft, dienen ook voor de gemeentesecretarissen te gelden de beginselen, die aangenomen worden voor de overige ambtenaren, voor de militaire diensten, den duur der gevangenschap of der wegvoering ten gevolge van veroordeelingen om redenen van vaderlandsliefde, door den vijand uitgesproken. Even als voor de overige ambtenaren, moet de daaruit voortvloeiende bijkomende last gedragen worden door den Staat, niet door de gewone middelen der kas.

Artikel 10, n^o 1^o, der wet van 30 Maart 1861 stelt het pensioen der weduwen vast op de helft van het pensioen, waarop haar man zou aanspraak hebben bij zijn overlijden, of op de helft van het uitgekeerde pensioen indien de man bij zijn overlijden reeds gepensionneerd was. Het overlijden van het gezinshoofd vermindert dus de inkomsten van het gezin op de helft, en nochtans blijven de uitgaven wegens huisvesting, vuur en licht in het gezin volkomen dezelfde als vóór het overlijden van den man. De vermindering van de uitgave voor levensmiddelen is niet gelijk aan de helft, indien men een maaltijd moet gereedmaken voor één persoon in plaats van voor twee. Het vaststellen van het pensioen der weduwe op de helft van het pensioen van den man is dus niet in overeenstemming met de behoeften van het gezin.

Het pensioen der weduwe wordt vastgesteld op $\frac{3}{4}$ van het pensioen waarop de man zou aanspraak gehad hebben bij zijn overlijden, of op $\frac{3}{4}$ van het uitgekeerde pensioen, indien de man bij zijn overlijden reeds gepensionneerd was. Wegens het overschot van de jaarlijksche ontvangsten, kan de kas deze uitgaven dragen zonder hare toekomst in gevaar te brengen.

Het ontnemen, aan de vrouw die hertrouwt, van al hare rechten op pensioen, of van een gedeelte daarvan, uit hoofde van de bijdragen van haar overleden man in de kas, is onrechtvaardig en de gegrondheid van dien regel kan ook in zedelijk opzicht betwist worden. De bepalingen van de statuten, waardoor het is toegelaten aan de raden der kassen voor te stellen, en aan den Minister te beslissen dat het pensioen verdeeld worde onder de verschillende belanghebbenden in geval de weduwe hertrouwt, volstaan niet om de belangen der kinderen van den overleden ambtenaar te vrijwaren. Artikel 10, lid 3 der wet van 30 Maart 1861, waarbij het pensioen van de weduwe die hertrouwt wordt afgenomen of tot op de helft vermindert, dient dus ingetrokken te worden. De wet van 3 Juni 1920 heeft deze wijziging aangenomen voor de weduwen van al de Staatsambtenaren.

Van verscheidene zijden werd gevraagd dat het maximum der pensioenen niet langer meer zou beperkt zijn tot drie vierden van de jaarwedde, welke aan de vaststelling van het pensioen ten grondslag diende.

Talrijke secretarissen blijven nog in dienst na het verstrijken der leeftijds-grens van zeven-en-dertig jaar en zes maanden, welke thans het pensioen-maximum verzekert. Uit de statistieken opgemaakt voor de pensioenen verleend van af 1 Januari 1914 tot 30 Juni 1919 blijkt, dat de jaarlijksche verhooging van uitgaven wegens deze pensioenen moet geraamd worden op 10,669 frank. Daar de pensioenen, gedurende dit tijdsbestek toegekend, de som van 187,362 frank bereiken, zoo is het gemiddelde der verhooging gelijk aan 5.70 t. h. van de pensioenen der secretarissen. — Wanneer men dezelfde verhouding aanneemt voor de pensioenen uitgekeerd tot 31 December 1913, moet men de jaarlijks te voorziene verhooging ramen op 12,024 frank, aangezien deze pensioenen 210,895 frank bereiken.

Voor de verhooging der weduwenpensioenen op 31 December 1913, bekomen wij eene meerdere uitgave van 9,580 frank.

Wat de weezen betreft, zou de meerdere uitgave 530 frank bedragen. De jaarlijksche middelen van de kas zijn bestand tegen deze pensioenverhooging. Het dient overigens opgemerkt te worden dat deze zelfs verhoogde pensioenen nooit het voor de Staatsbeambten aangenomen maximum zullen bereiken.

Op het Congres der gemeentesecretarissen, gehouden te Gent in 1913, werd er door bewijsstukken, gestaafde verslagen gewezen op de vervallen-verklaring welke een ambtenaar van Staat of provincie treft wanneer hij tot het ambt van gemeentesecretaris wordt benoemd, en waardoor hij onvermijdelijk de rechten verliest, welke hij er reeds heeft verworven door eene deelneming aan eene pensioenkas. Zijne benoeming tot het ambt van gemeentesecretaris, welke een blijk is van vertrouwen en van bekwaamheid, wordt een nadeel voor den titularis. Krachtens de wet van 13 Mei 1920

behouden de ambtenaren der gemeente hunne rechten op het pensioen dat zij reeds hebben verworven die tot officier der gerechtelijke politie worden benoemd.

Zoodanige schikkingen moeten getroffen worden ten behoeven van de ambtenaren, die gemeentesecretarissen worden.

Reeds waarborgt de wet van 30 Juni 1920, artikel 1, door eene wijziging van artikel 38 der wet op de burgerlijke pensioenen, de rechten der ambtenaren die van hun ambt afzien vóór dat zij het recht op pensioen hebben bekomen; zij verzekert onder zekere voorwaarden de voortzetting der stortingen.

Nog is het onontbeerlijk dat men verder gaat, wil men de aanwerving der secretarissen bevorderen. Wanneer dezen Staats-, provincie- of gemeenteambten bekleden hebben vóór dat zij tot secretaris werden benoemd, is het billijk dat deze arbeidsjaren niet verloren zijn bij de berekening der dienstjaren. Het daaruit voortvloeiende pensioen zal ten laste komen niet van de kas, maar van de overheid, in welker dienst de secretaris werkzaam was.

Een zeker aantal secretarissen van West-Vlaanderen zijn slechts aangesloten bij eene provinciale kas, welke sedert 16 Juli 1897 in likwidatie is gesteld. Volgens de statuten van deze kas, wordt het beloop van het pensioen vastgesteld op één zestigste per dienstjaar; zij genieten dus niet de pensioensverhoogingen voorzien bij de wetten van 1908 en 1919. Deze secretarissen kunnen niet aansprakelijk gesteld worden voor den ondergeschikten toestand, waarin zij door hunne gemeentebesturen onvrijwillig werden gebracht. Deze onrechtvaardigheid moet hersteld worden door aan deze secretarissen toe te laten zich bij de centrale kas aan te sluiten, en hun dienvolgens recht te geven op de pensioenen waarop hunne collega's aanspraak hebben. De voorwaarden van deze overdracht moeten bij Koninklijk besluit geregeld worden.

In de practijk, beroepen de bestendige deputatiën zich op artikel 16 der wet tegen de secretarissen, op wie eene tuchtstraf wordt toegepast.

In geval van hooger beroep, en om geene beslissing te moeten nemen, verzoeken zij doorgaans den betrokkene zijn ontslag in te dienen, onder bedreiging dat hij, mocht hij zijn ontslag niet nemen, al zijne rechten op pensioen zal verliezen ten gevolge van de afzetting. Dit is een willekeurige handelwijze, die noodzakelijk moet verdwijnen door aan den ontslagnemenden of afgezetten secretaris het recht te geven zijne stortingen in de kas voort te zetten tot op het oogenblik waarop hij aan de vereischen van leeftijd en van deelneming voldoet, die noodig zijn om het pensioen te kunnen uitkeeren.

Het wetsvoorstel voorziet nog eenige bijkomende verbeteringen, wat betreft de belegging der gelden in de pensioenkas, de storting der afhoudingen van de jaarwedden, de vormvereischen voor de overdracht van een pensioen op de weduwe en minderjarige kinderen en de toekenning van tijdelijke tegemoetkomingen.

MAENHAUT.

6)

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 30 mars 1861
instituant une caisse centrale de
prévoyance pour les secrétaires
communaux.

ARTICLE PREMIER.

L'article 2 de la loi du 30 mars
1861 est remplacé par la disposition
suivante :

Le Gouvernement a la direction
générale de la caisse.

Le placement des fonds de la
caisse s'opère en :

1° Fonds publics belges ou autres
valeurs garanties par l'État ;

2° Obligations des provinces,
villes, communes ou associations de
communes ;

3° Cédulas ou prêts hypothé-
caires jusqu'à concurrence de la
moitié de la valeur des immeubles
donnés en garantie.

La Députation permanente est
chargée dans chaque province de
veiller à ce que les retenues et les
versements se fassent régulièrement
et en temps utile. Les retenues dues
par les secrétaires communaux sont
prélevées par douzièmes sur les
traitements par les receveurs qui
en donnent quittance aux intéres-
sés et en font immédiatement le
versement au caissier général de
l'État.

ART. 2.

L'article 3 de la loi est complété
par la disposition suivante :

WETSVOORSTEL

tot wijziging der wet van 30 Maart
1861 houdende oprichting van eene
Voorzorgskas der Gemeentesecre-
tarissen.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 2 der wet van 30 Maart
1861 wordt vervangen door de vol-
gende bepaling :

De Regeering is belast met het
algemeen beheer der kas.

De gelden der kas worden belegd :

1° In openbare Belgische fondsen
of andere geldswaarden die door den
Staat gewaarborgd zijn ;

2° In obligatiën van de provin-
ciën, steden, gemeenten of vereeni-
gingen van gemeenten ;

3° In hypothecaire cedels of lee-
ningen ten beloope van de helft der
waarde van de tot zekerheid gege-
ven vaste goederen.

In elke provincie is de bestendige
deputatie gelast er voor te zorgen,
dat de afhoudingen en de stortlin-
gen regelmatig en ten gepasten
tijde geschieden. De bijdragen,
door de gemeentesecretarissen ver-
schuldigd, worden van de jaarwed-
den afgehouden bij twaalfden door
de ontvangers, die daarvan ont-
vangstbewijs afleveren aan de be-
langhebbenden en ze da delijk in
de Algemeene Staatskas storten.

ART. 2.

Artikel 3 der wet wordt aange-
vuld door de volgende bepaling :

En cas de décès d'un secrétaire communal pensionné, l'octroi de la pension à la veuve et aux enfants de moins de dix-huit ans est réglé par arrêté ministériel conformément aux instructions complémentaires prises en vertu de l'article 22 de la présente loi.

ART. 5.

L'article 4 de la loi est rédigé comme suit :

Les ressources ordinaires de la caisse consistent en :

1° Une retenue annuelle de 5 p. c. à opérer sur les traitements des secrétaires communaux.

2° La retenue du premier mois de traitement du participant qui est nouvellement nommé dans une commune ainsi que du premier mois de toute augmentation. Cette retenue ne sera pas perçue sur les traitements des secrétaires intérimaires ou nommés à titre provisoire. Elle sera immédiatement exigible dès que le titulaire d'un emploi de secrétaire intérimaire ou nommé à titre provisoire sera muni d'une nomination à titre définitif.

Cette retenue ne sera pas non plus perçue sur les majorations de traitement accordées postérieurement au 30 septembre 1919 par application de barèmes élaborés en raison des circonstances économiques actuelles.

3° Un subside des communes qui n'interviennent actuellement dans aucune caisse de prévoyance, égal à 5 p. c. du traitement que chacune d'elles alloue pour l'emploi de secrétaire à porter annuellement sur leurs budgets.

Bij overlijden van een gepensionneerden gemeentesecretaris, wordt het verleenen van het pensioen aan de weduwe en aan de kinderen beneden achttien jaar bij ministerieel besluit geregeld, overeenkomstig de aanvullende onderrichtingen, krachtens artikel 22 dezer wet gegeven.

ART. 5.

Artikel 4 der wet wordt gelezen als volgt :

De gewone inkomsten van de kas bestaan uit :

1° Eene jaarlijksche afhouding van 5 t. h. van de jaarwedden der gemeentesecretarissen;

2° De afhouding van de eerste maand der jaarwedde van den deelnemer die nieuw benoemd is in eene gemeente, alsmede van de eerste maand van elke weddeverhooging. Deze afhouding wordt niet gedaan van de jaarwedden der tijdelijke secretarissen of der voorloopig benoemde secretarissen. Zij is dadelijk opvorderbaar zoodra de titularis van een ambt van tijdelijken of voorloopig benoemden secretaris voorgoed benoemd is.

Deze afhouding wordt evenmin gedaan van de weddeverhoogingen verleend na 30 September 1919 bij toepassing van de barema's die wegens de huidige economische toestanden werden ingevoerd;

3° Eene toelage der gemeenten welke thans in geene enkele voorzorgskas bijdragen; deze toelage bedraagt 5 t. h. van de jaarwedde, welke iedere gemeente toekent voor het ambt van secretaris, en moet elk jaar in hunne begrotingen voorzien worden;

4^o Un subside annuel de l'État égal à 3 p. c. de la somme totale des traitements des secrétaires du Royaume participant à la caisse centrale.

5^o Un subside de toutes les provinces égal à 2 p. c. du traitement de leurs secrétaires participant à la caisse centrale, à porter annuellement à leurs budgets.

6^o Les subsides spéciaux de l'État, des provinces et des communes prévus par la présente loi.

ART. 4.

L'article 5 de la loi est remplacé par la disposition suivante :

Les retenues à opérer sur les traitements d'un secrétaire exerçant ses fonctions dans plusieurs communes sont réglées séparément pour chacun de ses emplois, et les années de service qu'il compte dans une commune ne peuvent être confondues ni cumulées avec celles qu'il a accomplies dans une autre, à moins que ces fonctions dans une commune ne puissent être considérées comme la continuation de celles remplies dans une autre commune à la suite d'abandon des fonctions de secrétaire dans cette dernière commune.

ART. 5.

L'article 8, alinéa 1 de la loi, est remplacé par la disposition suivante :

1^o Les secrétaires communaux

4^o Eene jaarlijksche toelage van den Staat, gelijk aan 3 t. h. van het geheel bedrag der jaarwedden van de secretarissen des Rijks, die bij de centrale kas zijn aangesloten;

5^o Eene toelage van al de provinciën, gelijk aan 2 t. h. van de jaarwedde hunner secretarissen die bij de centrale kas zijn aangesloten; deze toelage moet jaarlijks in hunne begrootingen voorzien worden;

6^o De bijzondere toelagen van den Staat, de provinciën en de gemeenten, zooals bij deze wet is voorzien.

ART. 4.

Artikel 5 der wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

De afhoudingen van de jaarwedden van een secretaris, die zijn ambt in verscheidene gemeenten uitoefent, worden afzonderlijk voor elk dezer ambten geregeld, en de dienstjaren, welke hij in eene gemeente telt, mogen noch samengevoegd noch samengeteld worden met die welke hij in eene andere gemeente heeft volbracht, tenzij deze ambten in eene gemeente kunnen worden aangezien als de voortzetting van die welke in eene andere gemeente werden vervuld ten gevolge van het ontslagnemen als secretaris in deze laatste gemeente.

ART. 5.

Artikel 8, lid 1, der wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

1^o De gemeentesecretarissen, die

comptant trente années de service susceptibles de conférer des droits à la pension et les secrétaires communaux âgés de soixante ans quelle que soit la durée des dits services.

Sont susceptibles de conférer des droits à la pension, outre les années de participation à la caisse :

A. Les services civils ou judiciaires rendus antérieurement à leur nomination par les secrétaires communaux depuis l'âge de 21 ans, par suite de nominations en exécution des lois ou émanées du Gouvernement, des provinces ou des communes et rétribuées par les deniers publics.

B. Les services militaires effectifs pour le temps de présence réelle au corps à partir de l'âge de 19 ans révolus. Le temps de présence réelle au corps, passé aux armées mises sur pied de guerre, sera compté double ou triple d'après les règles établies pour l'obtention de la pension militaire pour ancienneté de service.

Il en sera de même en ce qui concerne la durée de l'emprisonnement ou de la déportation subis à la suite de condamnations prononcées à la charge des secrétaires qui, au cours de leurs fonctions ont fait partie des services de renseignements de guerre ou qui ont facilité le départ de Belgique des jeunes gens qui ont rejoint les armées alliées. Sera également compté double le temps pendant lequel les secrétaires ont été emprisonnés ou déportés pour motif patriotique ou refus d'obéissance aux ordres de l'autorité allemande

dertig jaren dienst hebben, welke kunnen recht geven op pensioen, en de gemeentesecretarissen die zestig jaar oud zijn onaangezien den duur van gezegde diensten.

Kunnen, buiten de jaren dat zij in de kas hebben bijgedragen, recht geven op pensioen :

A. De diensten in het bestuur of bij de rechtbanken, die de gemeentesecretarissen vóór hunne benoeming hebben bewezen vanaf den leeftijd van 21 jaar, ten gevolge van benoemingen gedaan ter uitvoering van de wetten of uitgaande van de Regering, van de provinciën of de gemeenten en uit de openbare kassen bezoldigd ;

B. De werkelijke militaire diensten voor den tijd van wezenlijke aanwezigheid bij het korps vanaf den leeftijd van volle 19 jaar. De tijd van wezenlijke aanwezigheid bij het korps, doorgebracht in de legers op oorlogsvoet, telt voor dubbel of voor driedubbel volgens de regels gesteld tot het bekomen van het militair pensioen wegens dienstjaren.

Dit geldt eveneens voor wat betreft den duur der gevangenhouding of der wegvoering ondergaan ten gevolge van veroordeelingen uitgesproken tegen gemeentesecretarissen, die tijdens de uitoefening van hun ambt deel uitmaakten van de diensten der oorlogsinlichtingen of die het vertrek uit België bevorderden van de jongelingen die zich bij de legers der geallieerden vervoegden. Telt insgelijks voor dubbel de tijd, gedurende welken de secretarissen werden gevangengehouden of weggevoerd om redenen van va-

dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Toutefois, l'âge ci-dessus de 19 ans est remplacé par celui de 16 ans en ce qui concerne les services militaires effectifs rendus durant la campagne 1914-1918.

Le supplément de pension qui résulte des services antérieurs aux fonctions de secrétaire communal est à charge de l'État, des provinces ou des communes, suivant qu'il s'agit d'un emploi conféré par l'État, les provinces ou les communes; le supplément de pension résultant des services militaires ou des emprisonnements et déportations par le fait de l'ennemi est supporté par l'État.

Ces suppléments de pension sont versés à la Caisse centrale de prévoyance, par voie de subsides.

Dans les trois mois de l'approbation d'une nomination de secrétaire communal, les caisses assurant des pensions aux veuves et orphelins auxquelles ce fonctionnaire aura été tenu de faire des versements transféreront à la caisse de prévoyance des secrétaires communaux le montant des sommes retenues sur les traitements payés antérieurement aux intéressés. Dans le cas où les sommes retenues pour la pension de survie de la femme et des enfants mineurs ne sont pas distinctes de celles retenues pour la pension personnelle de l'intéressé, la moitié des sommes retenues sera versée à la caisse des secrétaires communaux.

derlandschen aard of omdat zij weigerden te gehoorzamen aan de bevelen der Duitsche overheid in de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening hunner betrekking.

Gemelde leeftijd van 19 jaar wordt echter vervangen door dien van 16 jaar, wat betreft de werkelijke militaire diensten bewezen gedurende den oorlog 1914-1918.

Het aanvullend pensioen wegens de diensten bewezen vóór de betrekking van gemeentesecretaris komt ten laste van den Staat, van de provinciën of de gemeenten, naar gelang het geldt een door den Staat, de provinciën of de gemeenten gegeven betrekking; het aanvullend pensioen wegens de militaire diensten of wegens de gevangenhouding of wegvoering door den vijand, komt ten laste van den Staat.

Die aanvullende pensioenen worden bij wijze van toelagen gestort in de Centrale voorzorgskas.

Binnen drie maanden na de goedkeuring eener benoeming tot gemeentesecretaris, wordt het bedrag der sommen, afgehouden van de vroeger aan de belanghebbenden uitbetaalde jaarwedden, aan de Voorzorgskas der gemeentesecretarissen overgemaakt door de kassen, die pensioenen verzekeren aan de weduwen en wezen en waarin die ambtenaar verplicht was bij te dragen. Ingeval de sommen, afgehouden voor het overledingspensioen der weduwe en minderjarige kinderen, niet gescheiden zijn van die, afgehouden voor het eigen pensioen van den belanghebbende, wordt de helft der afgehouden sommen gestort in de kas der gemeentesecretarissen.

ART. 6.

L'article 9 de la loi du 30 mars 1861 est rédigé comme suit :

Les pensions des participants sont liquidées à raison par chaque année de service susceptible de conférer des droits à la pension, d'un quarantième de la moyenne du traitement qui a été assujéti à la retenue annuelle pendant les trois dernières années.

ART. 7.

L'article 10 de la loi du 30 mars 1861 est rédigé comme suit :

Les pensions des veuves sont fixés d'après les bases suivantes :

1° Pour la veuve du participant décédé sans laisser d'enfant mineur les trois quarts de la pension à laquelle son mari aurait eu droit au moment de son décès, ou les trois quarts de la pension liquidée si le mari est mort pensionné.

2° Pour la veuve qui a un ou plusieurs enfants issus de son mariage avec le participant, la même pension augmentée d'un cinquième à raison de chaque enfant, tant qu'il n'a pas accompli sa 18^e année. Toutefois, la pension de la veuve ne peut, en aucun cas, être portée à un taux plus élevé que celle du mari.

(Le troisième alinéa est abrogé.)

ART. 8.

L'article 14 de la loi est rédigé comme suit :

Aucune pension ne peut excéder le traitement moyen qui a servi de base à la liquidation.

ART. 6.

Artikel 9 der wet van 30 Maart 1861 wordt gelezen als volgt :

De pensioenen van de aangeslotenen worden uitgekeerd op den voet, voor elk dienstjaar rechtgevend op pensioen, van een veertigste der gemiddelde jaarwedde, waarvan, gedurende de laatste drie jaren, de afhouding werd gedaan.

ART. 7.

Artikel 10 der wet van 30 Maart 1861 wordt gelezen als volgt :

De pensioenen der weduwen worden vastgesteld naar de volgende grondslagen :

1° Voor de weduwe van den aangeslotene overleden zonder eenig minderjarig kind na te laten, drie vierden van het pensioen waarop haar man aanspraak zou gehad hebben bij zijn overlijden, of drie vierden van het uitgekeerd pensioen, indien de man overleden is na zijn pensioen te hebben bekomen ;

2° Voor de weduwe met een of meer kinderen uit haar huwelijk met den aangeslotene, hetzelfde pensioen verhoogd met een vijfde voor elk kind zoolang het niet volle 18 jaar heeft bereikt. Het pensioen van de weduwe mag echter in geen geval meer bedragen dan dat van den man.

(Het derde lid wordt ingetrokken.)

ART. 8.

Artikel 14 der wet wordt gelezen als volgt :

Geen pensioen mag meer bedragen dan de gemiddelde jaarwedde welke tot grondslag voor de uitkeering diende.

ART. 9.

Les alinéas 1 et 3 de l'article 16 de la loi sont abrogés; le surplus de l'article 16 est rédigé comme suit :

Le secrétaire démissionnaire, révoqué, ou dont l'emploi aurait été supprimé, conservera les titres qu'il a acquis en souscrivant dans les six mois de la cessation de ses fonctions, l'engagement de continuer à acquitter annuellement une somme égale à la retenue ordinaire qu'il subissait en dernier lieu, jusqu'au moment où il se trouvera dans les conditions d'âge, de participation ou d'années de service pour obtenir la pension. Cet engagement sera adressé au Ministre de l'Intérieur. En cas d'inexécution les sommes versées resteront acquises à la caisse. Dans aucun cas, cette pension ne pourra être supérieure à celle qui serait attribuée au secrétaire communal à raison de trente années de service.

Toutefois, la femme et les enfants mineurs du secrétaire révoqué ou démissionnaire ou dont l'emploi est supprimé après quinze années de participation à la caisse conservent les droits éventuels à la participation de l'affilié au moment de la démission. Si cet affilié souscrit l'engagement dans le délai susindiqué, de continuer les versements à la caisse et opère ces versements, la pension de la femme et celle des enfants sera éventuellement réglée en tenant compte de la prolongation de la participation.

ART. 9.

Lid 1 en lid 3 van artikel 16 der wet worden ingetrokken; het overige gedeelte van artikel 16 wordt gelezen als volgt :

De secretaris, die ontslag neemt, die afgezet wordt of wiens ambt werd afgeschaft, behoudt de verworven rechten op pensioen, indien hij, binnen zes maanden na het ophouden zijner betrekking, de verbintenis aangaat, in de toekomst eene som, gelijk aan de som welke het laatst als gewone afhouding werd afgehouden, te storten elk jaar, tot het oogenblik waarop hij aan de vereischten van leeftijd, deelneming of dienstjaren voldoet om pensioen te bekomen. Deze verbintenis wordt aan den Minister van Binnenlandsche Zaken overgemaakt. Bij niet-nakoming daarvan blijven de gestorte sommen het eigendom der kas. In geen geval kan dit pensioen meer bedragen dan dat, waarop de gemeentesecretaris recht zou hebben wegens dertig jaren dienst.

Doch de vrouw en de minderjarige kinderen van den ontslagnemenden of afgezetten secretaris of van den secretaris wiens ambt wordt afgeschaft na vijftien jaar in de kas te hebben bijgedragen, behouden de eventueele rechten wegens de bijdragen, door den aangeslotene gestort tot op het oogenblik van zijn aftreden. Indien die aangeslotene zich binnen bovengemelden tijd verbindt de bijdragen in de kas voort te zetten en deze bijdragen stort, wordt het pensioen der vrouwen dat der kinderen eventueel berekend met in achtneming van de verlengde aansluiting,

ART. 10.

L'article 19 de la loi est rédigé comme suit :

Des secours temporaires peuvent être accordés à des secrétaires, veuves ou orphelins de moins de 18 ans n'ayant pas obtenu de pension, sans qu'ils puissent être supérieurs à la pension qui serait respectivement attribuée à raison de vingt années de service.

ART. 11.

Les pensions ayant pris cours avant la mise en vigueur de la présente loi seront révisées en tenant compte des dispositions de la présente loi, à partir du 1^{er} janvier 1920 pour les pensions octroyées avant cette date et à partir de leur octroi pour celles qui sont postérieures à cette date.

ART. 12.

Les secrétaires communaux exerçant leurs fonctions dans la province de la Flandre occidentale affiliés uniquement à la Caisse provinciale antérieurement au 16 juillet 1920, obtiendront leur affiliation à la Caisse centrale de prévoyance dans des conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 10.

Artikel 19 der wet wordt gelezen als volgt :

Aan secretarissen, aan weduwen of aan weezen beneden 18 jaar, die geen pensioen bekomen hebben, kan tijdelijke onderstand verleend worden ; deze mag echter niet meer bedragen dan het pensioen dat onderscheidenlijk zou verleend worden wegens twintig jaar dienst.

ART. 11.

De pensioenen, die aanvang genomen hebben vóór de inwerkingtreding dezer wet, worden herzien, met inachtneming van de bepalingen dezer wet, vanaf 1 Januari 1920 voor de pensioenen, vóór dezen datum toegekend, en vanaf hunne toekenning vóór die verleend na dien datum.

ART. 12.

De gemeentesecretarissen, die hun ambt uitoefenen in de provincie West-Vlaanderen en alleen bij de Provinciale Kas waren aangesloten vóór 16 Juli 1897, kunnen bij de Centrale Voorzorgskas worden aangesloten onder de bij Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden.

J. MAENHAUT,
E. FLAGEY,
L. PEPIN,
P. DELANNOY,
Joseph PIERCO,
G. MELCKMANS.

